

Service de la chasse, de la pêche et de la faune: les changements qui s'imposent

Le prochain départ à la retraite de M. Peter Scheibler, le chef actuel, offre une occasion unique de moderniser le Service de la chasse, de la pêche et de la faune (SCPF) dont les archaïsmes et dysfonctionnements ont été mis en évidence non seulement par les biologistes de la faune sauvage, mais également par la Commission de gestion du Grand conseil (CoGest, 2016). Si de notoires efforts ont heureusement été consentis ces dernières années, on revient ici sur les aspects toujours problématiques – qui vont nécessiter une petite révolution à l'interne – en espérant que la future cheffe¹ de ce service soit à la hauteur des enjeux!

Le SCPF a été créé en 1983. Il a tout d'abord été dirigé par M. Narcisse Seppey, économiste de formation, puis, dès 2005, par M. Peter Scheibler, juriste. Si nous relevons d'emblée leurs profils de formation respectifs, c'est que, pour fauna•vs, les dysfonctionnements identifiés au sein de ce service (voir le rapport CoGest 2016) ainsi que l'image désastreuse qui colle à la peau du Valais en matière de gestion de la grande faune sauvage (loup, lynx, bouquetin, etc.) sont en partie dus à des manquements à la fois techniques et administratifs au niveau de l'équipe dirigeante, ce que la CoGest avait d'ailleurs mis en évidence dans son rapport. Pour fauna•vs, il est clair que l'Etat du Valais ne pourra suppléer à ces carences qu'en s'assurant, à la tête de ce service, le concours d'une biologiste disposant si possible non seulement d'une bonne connaissance de la gestion cynégétique, mais également de la faune des vertébrés terrestres et aquatiques du Valais, de nombreuses espèces étant aujourd'hui menacées dans le canton. Si des premiers pas ont été effectués dans cette direction, notamment avec l'engagement récent de deux jeunes biologistes ainsi que d'un adjoint de direction, la modernisation du modus operandi du SCPF nécessite maintenant la nomination d'une cheffe pouvant justifier d'une expertise technique suffisante.

Ce qui a jusqu'ici fortement manqué au SCPF c'est sans doute une vision de la gestion de la faune qui aille au-delà des aspects liés à sa seule exploitation. A ce jour, ce sont en effet avant tout les facettes de type consumériste (exploitation cynégétique et halieutique), au détriment des aspects de conservation et de restauration, qui ont régi le mode de fonctionnement du SCPF. Notons toutefois que le SCPF a récemment affiché son soutien à différentes opérations de revitalisation (renaturalisation de cours d'eau, réseaux agricoles écologiques, etc.) tandis qu'il s'est fortement engagé ces dernières années pour la création de zones hivernales de tranquillité de la faune, sans d'ailleurs être toujours soutenu par le parlement. Ces efforts vont dans la bonne direction car une approche trop longtemps focalisée sur l'exploitation de la faune peut expliquer non seulement l'attitude générale friuleuse de la direction du SCPF face aux enjeux d'aujourd'hui, mais également celle qui est parfois affichée au quotidien

par certains de ses agents de terrain. Et bien sûr, tout ceci a déteint sur le Gouvernement valaisan in corpore, qui apparaît encore très influencé par cette philosophie d'un autre temps. Citons quelques exemples qui illustrent notre propos.

La gestion piscicole valaisanne s'accroche à des paradigmes qui n'ont plus cours. On maintient la pratique du ré-empoissonnement de nos cours d'eau au moyen d'alevins de truite fario, alors que toutes les recherches menées à ce jour ont montré l'inanité de cette pratique: soit les alevins lâchés meurent faute d'habitat de qualité (rivières canalisées et dégradées), soit ils viennent concurrencer les alevins de souche indigène, risquant de surcroît de contaminer les dernières populations locales avec certaines maladies propagées par les élevages ou d'y introduire des gènes allochtones délétères. En Suisse, il n'y a guère plus que le SCPF valaisan qui croie encore à ses pratiques alors que tous les efforts devraient se concentrer sur la renaturalisation des cours d'eau, seule solution pour préserver nos communautés de poissons à long terme. Des premiers contacts auraient été noués dans ce sens avec le Service Forêts, Cours d'eau et Paysage. A ce titre, le subventionnement des ré-empoissonnements, ainsi que l'obligation de les pratiquer imposée aux sections des sociétés de pêcheurs amateurs, devraient cesser au profit des renaturalisations de cours d'eau... Quant au soutien financier aux piscicultures, il devrait également être revu car cette pratique ne peut se justifier, et encore, que pour le lâcher de poissons de mesure dans les eaux fermées, comme par exemple les lacs de gravière, où se pratique la «pêche sportive». Il faut ici un changement radical des pratiques et que la nouvelle cheffe de service explique aux dirigeants politiques pourquoi un changement de cap est indispensable. Une gestion piscicole soucieuse de durabilité ne peut en effet être envisagée que dans des milieux naturels revitalisés et sains.

La gestion des grands prédateurs reflète également le seul souci d'exploitation affiché par la direction du SCPF. On semble ne voir le loup que comme une source de «dégâts» car ce prédateur mange du gibier (cerf, chevreuil). Ainsi, semble-t-on se soucier surtout des baisses possibles (mais pas prouvées) des régales de la chasse. Personne au sein du SCPF n'a jamais mentionné, à notre connaissance, que les supers prédateurs tels que le loup sont un facteur de diversification des espèces bénéfique à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, sans mentionner le fait que les carnivores sont

Suite à la page 20

¹ La formulation au féminin a été choisie par souci de non-discrimination sur la base du sexe. Bien évidemment, fauna•vs n'a pas la capacité de prédire qui sera la personne qui héritera de ce poste!

Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere: Veränderungen sind dringend nötig

Die bevorstehende Pensionierung von Peter Scheibler, dem heutigen Chef der Dienststelle für Jagd, Fischerei und Wildtiere (DJFW), bietet Gelegenheit, die DJFW zu modernisieren. Von der Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates wurden schon 2016 veraltete Strukturen und Funktionsmängel in der Dienststelle festgestellt. Zwar wurden in den letzten Jahren Anstrengungen für Verbesserungen unternommen, wie mit diesem Artikel aber aufgezeigt wird, gibt es immer noch problematische Aspekte, die zu ändern eine kleine Revolution erfordern. Hoffentlich wird die künftige Leiterin¹ der DJFW diesen Aufgaben gewachsen sein!

Die DJFW wurde 1983 ins Leben gerufen. Zu Beginn wurde sie vom Wirtschaftswissenschaftler Narcisse Seppey und ab 2005 vom Juristen Peter Scheibler geleitet. Wenn hier die Berufsausbildungen der beiden Chefs erwähnt werden, dann deshalb, weil für fauna•vs die von der Geschäftsprüfungskommission (GPK) festgestellten Mängel in der Dienststelle, aber auch das äußerst schlechte Image des Wallis in Bezug auf das Management der grossen Wildtiere (Wolf, Luchs, Steinbock usw.) zumindest teilweise auf organisatorische und administrative Mängel in der Leitung der Dienststelle zurückzuführen sind. Für fauna•vs ist klar, dass diese Mängel nur behoben werden können, wenn eine Biologin¹ an die Spitze der DJFW gewählt wird, die nicht nur gute Kenntnisse über die Jagd mitbringt, sondern auch über die Land- und Wasserwirbeltiere des Wallis; denn heute sind im Kanton viele dieser Arten bedroht. Obwohl mit der Einstellung von zwei jungen Biologen und eines Direktionsassistenten erste Schritte in diese Richtung unternommen wurden, braucht es für eine substantielle Erneuerung der Funktions- und Arbeitsweise in der DJFW nun die Ernennung einer Leiterin mit grossen fachlichen Kompetenzen.

Was der DJFW bisher fehlte, ist eine Vision für ein Wildtiermanagement, das über die Aspekte der reinen Nutzung hinausgeht. Bislang lag der Fokus der DJFW vor allem auf der Nutzung der Bestände durch Jagd und Fischerei, während der Schutz und die Stärkung der Arten vernachlässigt wird. Es ist jedoch anzumerken, dass die DJFW in letzter Zeit verschiedene Revitalisierungsmassnahmen (Renaturierung von Gewässern, Ökovernetzungsprojekte usw.) unterstützt hat. Zudem hat sie sich in den letzten Jahren stark für die Schaffung von Wildruhezonen im Winter eingesetzt, teilweise auch gegen den Willen des Parlaments. Diese Bemühungen gehen in die richtige Richtung, denn eine allzu lange Fokussierung auf die Nutzung von Wildtieren kann einerseits die Zurückhaltung der DJFW gegenüber den aktuellen Herausforderungen erklären und andererseits die Einstellung einiger ihrer Mitarbeitenden draussen im Feld. Zudem hat die Haltung der DJFW auf die gesamte Walliser Regierung abgefärbt, die noch immer sehr stark von einer nicht mehr zeitgemässen Philosophie beeinflusst zu sein

¹ Die weibliche Form wurde aus Gründen der Nichtdiskriminierung gewählt. Damit will fauna•vs nicht vorhersagen, wer die Leitung der DJFW übernehmen wird.

scheint. Lassen Sie uns ein paar Beispiele anführen, um unseren Standpunkt zu verdeutlichen.

Der künstliche Fischbesatz mit Bachforellen wird beibehalten, obwohl alle bisher durchgeföhrten Studien die Sinnlosigkeit dieser Praxis gezeigt haben: entweder sterben die freigelassenen Jungfische aufgrund mangelnder Lebensraumqualität (kanalisierte und begradigte Flüsse), oder sie konkurrieren mit den heimischen Fischen, mit dem zusätzlichen Risiko, dass die verbleibenden lokalen Populationen mit Krankheiten oder mit schädlichen, fremden Genen kontaminiert werden. In der Schweiz scheint praktisch nur noch die Walliser DJFW an den künstlichen Fischbesatz zu glauben, anstatt alle Anstrengungen auf die Renaturierung der Fließgewässer zu fokussieren. Immerhin sollen erste diesbezügliche Gespräche mit der Dienststelle für Wald, Flussbau und Landschaft stattgefunden haben. Die Subventionierung des Fischbesatzes und die Verpflichtung der Fischereivereine, diesen umzusetzen, sollten eingestellt werden. Auch die finanzielle Unterstützung der Fischzuchten muss überprüft werden; denn Fischzuchten sind nicht mehr zeitgemäß (allenfalls zum Besatz von geschlossenen Gewässern wie Kiesgrubenseen, in denen Sportfischen praktiziert wird). Beim Fischmanagement in Fließgewässern ist eine radikale Änderung der Praxis nötig, und die neue Dienststellenleiterin muss den politischen Führungskräften erklären, warum ein solcher Kurswechsel nötig ist. Ein nachhaltiges Fischmanagement gelingt nur in revitalisierten und gesunden Gewässern.

Auch das Thema Grossraubtiere spiegelt die Haltung der DJFW wider. Der Wolf scheint nur als «Schadensquelle» betrachtet zu werden, weil er Hirsche und Rehe frisst. Die Hauptsorge scheint der mögliche (aber nicht nachgewiesene) Rückgang der Jagdstrecke zu sein. Niemand innerhalb der DJFW hat unseres Wissens jemals öffentlich gesagt, dass sich Spitzendräunter wie der Wolf, auf allen Ebenen der Nahrungsketten positiv auf die Artenvielfalt auswirken, ganz zu schweigen von der Tatsache, dass Raubtiere die eigentlichen Treiber der Evolution ihrer Beutetiere sind. Letztere wären nicht das, was sie sind, ohne eine sehr lange Ko-Evolution, die sowohl Raubtiere als auch Beutetiere geformt hat. Räuber-Beute-Beziehungen steht im Mittelpunkt des universitären Biologieunterrichts, und es gibt keinen Grund, warum die Erkenntnisse der wissenschaftlichen Forschung auf diesem Gebiet nicht auch zu den Wildhütern durchdringen und in der

Fortsetzung auf Seite 21

les agents même de l'évolution de leurs proies ou guilées. Or ces dernières ne seraient pas ce qu'elles sont sans une très longue coévolution, sur des centaines de milliers d'années, qui a modelé à la fois les prédateurs et leurs proies. Cette thématique des relations prédateurs-proies est au centre de l'enseignement universitaire de la biologie et il n'y a aucune raison que les acquis de la recherche scientifique dans ce domaine ne perçoivent pas, via des supports didactiques adaptés, jusqu'aux gardes-chasse et candidats au permis de chasse. Leur éducation nécessite en effet un changement radical de paradigme dans la perception du rôle des prédateurs. A titre d'exemple, il n'est plus acceptable, en 2020, que dans les cours qui leur sont dispensés, les instructeurs instillent la hargne des prédateurs aux futurs chasseurs. Une cheffe de service à la page devra veiller à ce que l'attitude des gardes-chasse et l'éducation des chasseurs se fasse en respect scrupuleux des lois en vigueur.

La politique récente sur la chasse aux trophées de bouquetins est également une excellente illustration d'une approche purement orientée vers la «rentabilité» de la faune sauvage qui fait fi des principes de durabilité dans la gestion. Les vieux mâles de bouquetins, dès l'âge de dix ans, ont un rôle essentiel à jouer dans la reproduction: ils investissent toute leur vie dans leurs cornes qui sont d'autant plus le gage de leur attractivité sexuelle qu'elles sont majestueuses. En Valais, contrairement aux autres cantons suisses où la régulation du bouquetin est plus modérée, on tire environ la moitié de ces vieux mâles chaque année. Si l'on n'a jamais étudié en détail les conséquences d'un tel prélevement opéré au détriment des meilleurs producteurs, on peut arrondir des effets négatifs pour le système d'appartement; le déroulement du rut, la qualité de la progéniture ainsi que la diversité génétique des futures générations de bouquetins. Ces aspects n'semblent pas jusqu'ici vraiment préoccupent nos dirigeants, qui paraissent surtout focalisés sur les rentées financières générées par la chasse aux trophées (plusieurs centaines de milliers de francs par année). Un gestionnaire avisé a donc proposé d'une formation ad hoc de biologiste, aurait ici tiré la sonnette d'alarme et fait en sorte que la pression sur ces vieux boucs baisse sensiblement... (fauna•vs a écrit plusieurs fois au Conseil d'Etat dans ce sens depuis plus de 15 ans, mais sans effet). Sur la question de la chasse aux trophées, le SCPF semble donc camper sur ses positions, étant même revenu sur la promesse faite par le Conseil d'Etat M. Jacques Melly, sur 2019, de tablier. Et ce malgré les transactions financières non tracables, dénoncées par la CoGest en 2016 mais toujours en vigueur, qui accompagnent cette pratique archaïque.

A l'aune de ces trois exemples, on constate que confier à nouveau la gestion de la faune sauvage à un économiste ou à un juriste serait très risqué: on passerait en effet à côté des véritables enjeux, la durabilité de la gestion d'une ressource naturelle étant un principe moderne de gouvernance qui existe partout au sein des systèmes démocratiques. A cet titre, une approche purement économique ou juridique de la gestion cynégétique n'est plus concevable dans le monde moderne où les enjeux de préservation de la biodiversité sont enfin au sommet de l'agenda socio-politique. Finalement, si vous avez un problème avec votre ordinateur, «vous n'avez pas recours aux services d'un cardiologue... D'ailleurs, les postes de chefs

de service au sein de l'Etat du Valais sont tous occupés par des personnes pouvant se prévaloir d'une formation ad hoc: ni le médecin cantonal, ni le géologue cantonal, ni le forestier cantonal ni l'architecte cantonal, ni le pharmacien cantonal ne sont des juristes ou des économistes! Pourquoi en irait-il pas de même pour le SCPF? De surcroît, les structures de l'Etat sont toutes dotées d'unités juridiques dont la tâche est de respecter scrupuleux des lois en vigueur.

Bien sûr, ce poste de chef de service est exposé (et exige donc du leadership, ce que la CoGest avait mis en exergue), pris en étau entre les désiderata des chasseurs (par exemple: veillées de revenir sur la réforme exemplaire de la chasse au charrois de 2005), les attentes des ONG (qui souhaiteraient du parlement (inter)dire ou monitoring des grands prédateurs). Reste qu'une compréhension fine de l'écologie de la faune sauvage est une condition sine qua non pour occuper un tel poste. On pense notamment aux relations prédateurs (chasseurs inclus) – proies au sein de nos écosystèmes ainsi qu'à l'impact démographique, écologique et évolutif d'un type de prélevement donné dans les populations animales, que ce soit de poissons, d'oiseaux ou de mammifères. Un Etat moderne ne saurait se passer de ces compétences au sein de son administration.

La future tenante du titre devra donc se prévaloir de connaissances ad hoc suffisantes pour gérer convenablement la faune sauvage, et pas que les espèces que l'on exploite. Elle devra aussi continuer à s'entourer de personnel compétent et installer chez eux des changements de paradigmes, notamment par rapport à la perception du rôle des grands prédateurs. Cette personne-clé devra aussi mieux soigner les contacts non seulement avec les associations de chasseurs et pêcheurs, ce qui a été le cas jusqu'ici, mais également avec les instituts de recherche qui tentent de comprendre le fonctionnement de la faune pour en assurer une gestion plus durable. Des premiers pas dans cette direction ont été effectués, notamment avec le monitoring du lynx sous l'égide du KORA et la participation des gardes-chasse au projet portant sur la génétique des populations de bouquetins. En ce sens, le SCPF devra apprendre à fonctionner comme tout autre service de l'Etat, en s'adjointant les compétences de nos hautes écoles. Il faudra également viser une meilleure intégration du SCPF au sein des structures étatiques, ce qui pourrait être atteint par des remembrements ou des fusions. A défaut, il faudra encore renforcer le lien avec les unités spécialisées sur les questions environnementales, comme cela se fait déjà en matière de renaturuation des cours deau et de création de réseaux écologiques agricoles. Enfin, le SCPF devra apprendre à faire usage des outils de financement ad hoc, notamment ceux qu'offrent la Confédération via la péréquation financière.

Jagdausbildung gelehrt werden sollten. Ein radikaler Paradigmenwechsel in der Wahrnehmung der Rolle von Raubtieren ist dringend nötig. Im Jahr 2020 ist es nicht mehr hinnehmbar, dass die Ausbilder den künftigen Jägern einen Hass auf Raubtiere einflössen. Die neue Dienststellenleiterin wird dafür Einklang mit den geltenden Gesetzen erfolgen und dass sich justiziert werden darf.

Die jüngste Kontroverse um die Steinbock-Trophäenjagd ist ein weiteres Beispiel für einen rein «profitorientierten», nicht nachhaltigen Umgang mit Wildtieren. Steinböcke, die älter als zehn Jahre sind, kommt bei der Forstpflanzung eine wesentliche Rolle zu. Sie haben ihr ganzes Leben in mäestrische Hörner investiert, die eine Garantie für sexuelle Attraktivität sind. Im Wallis, wo die «Regulierung» des Steinbocks weniger moderat ist als in anderen Kantonen, werden jedes Jahr rund die Hälfte dieser alten Böcke geschossen. Obwohl die Folgen einer solchen Praxis nie im Detail untersucht wurden, werden negative Auswirkungen auf das Paarungssystem, den Verlauf der Brunft, die Fitness der Nachkommen und die genetische Vielfalt zukünftiger Steinbockgenerationen befürchtet. Bisher scheinen diese Aspekte der DJFW keine grossen Sorgen zu bereiten, da sie sich hauptsächlich auf die finanziellen Einnahmen aus der Trophäenjagd konzentriert (mehrere hunderttausend Franken pro Jahr). Ein Chemist biologischen Kenntnissen hätte längst Alarm geschlagen und dafür gesorgt, dass der Druck auf die alten Böcke reduziert wird (fauna•vs hat seit mehr als 15 Jahren mehrmals beim Statthalter interveniert, ohne Wirkung). In der Frage der Trophäenjagd scheint die DJFW an ihrer Position festzuhalten und das versprechen. das Staatsrat Jacques Melly 2019 gemacht hat, nicht einzuhalten. Die undurchsichtigen Geschäfte mit dieser Jagd, die übrigens auch von der GPK angeprangert wurden, sind immer noch in Kraft und gehen mit der archaischen Praxis einher.

Diese drei Beispiele machen deutlich, dass es sehr riskant wäre, das Wildtiermanagement weiterhin einem Ökonom oder Juristen anzutrauen. Bei der Bewirtschaftung von natürlichen Ressourcen ist Nachhaltigkeit ein modernes Regierungsprinzip, das sich in demokratischen Systemen überall durchsetzt. Ein rein ökonomischer oder juristischer Ansatz im Jagdmanagement ist daher in der modernen Welt, in der der Erhalt der politischen Vielfalt endlich ganz oben denkbar. Wenn jemand ein Problem mit seinem Computer hat, braucht er ja auch nicht die Dienste eines Kardiologen... Im Übrigen sind die anderen Dienststellen im Wallis mit Personen besetzt, die eine entsprechende Ausbildung haben: Weder der Kantonsarzt, der Kantonsgeologue, der Kantonsarchitekt, noch der Kantonsapoteker sind Juristen oder Ökonomen!

Warum sollte dasselbe nicht auch für die DJFW gelten? Für rechtliche Fragen steht den Dienststellen zudem ein Rechtsdienst zur Verfügung.

Natürlich ist man als Dienststellenchefin exponiert (und der Posten erfordert hohe Führungskräfte, was die GPK betonte). Man ist gefangen zwischen den Wünschen der Jäger/-innen, den Erwartungen der NGOs und den manchmal widersprüchlichen Forderungen des Parlaments. Dennoch ist ein gründliches Verständnis der Wildtierökologie eine unabdingbare Voraussetzung für eine solche Position. Man denke insbesondere an die Rauber-Beute-Beziehungen (einschließlich der Jäger/-innen) innerhalb unserer Ökosysteme und die demographischen, ökologischen und evolutionären Auswirkungen eines bestimmten, Befragungsart auf Tierpopulationen, seien es Fische, Vögel oder Säugetiere. Ein moderner Staat kann auf diese Kompetenzen innerhalb seiner Verwaltung nicht verzichten.

Die künftige Chefin der DJFW muss daher über austreichende Kenntnisse verfügen, um die Wildtiere allgemein und nicht nur die jagdbaren Arten zu managen. Sie wird sich auch weiterhin mit kompetenten Mitarbeitenden umgeben und ihnen einen Paradigmenwechsel klammachen müssen, insbesondere im Hinblick auf die Rolle der Grossraubtiere. Diese Schlüsselperson wird nicht nur Kontakt zu Jäger- und Fischerverbänden pflegen müssen (was schon bisher der Fall war), sondern vermehrt auch zu Forschungsinstituten, die versuchen zu verstehen, wie Wildtiere funktionieren, um eine nachhaltigere Bewirtschaftung zu gewährleisten. Erste Schritte in diese Richtung wurden unternommen, insbesondere mittels Luchsmonitoring unter der Federführung der KORA und der Teilnahme von Wildtieren am Projekt zur Genetik der Steinbockpopulationen. In diesem Sinne wird die DJFW lernen müssen, sich auf das Fachwissen der Universitäten zu stützen. Es wird auch notwendig sein, eine bessere Integration der DJFW in verwandte Strukturen anzustreben, was durch Neugruppierungen oder Zusammenschlüsse erreicht werden könnte. Solche dies nicht gelingen, muss die Zusammenarbeit mit den anderen Dienststellen für Umweltfragen weiter verstärkt werden, wie dies z.B. bereits bei der Renaturierung von Gewässern der Fall ist. Schliesslich wird die DJFW lernen müssen, Finanzierungsinstrumente zu nutzen, insbesondere jene, die der Bund über den Finanzausgleich anbietet.

aussen wird sich weiter verbessern. ■

accointances politiques que pour leurs réelles compétences. Mais les temps changent et le Valais se modernise, y compris au niveau de sa gouvernance. En nommant une spécialiste de la gestion de la faune à la tête du SCPF, le Valais de la biodiversité sauvage connaîtra un avenir plus radieux tardis que l'image que le Valais véhicule à l'extérieur ira en s'améliorant encore. ■

Raphaël Arlettaz